



Décision n° 2018-325

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 du 3 juin 2013 instaurant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment son article 7,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 30 juillet 2018 par Monsieur FAUROUX Frédéric,

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'un épisode de la série « WorlOnBoard » diffusé par Air France Channel, ayant pour but de valoriser le territoire de la Riviera française à travers un parcours du Nord au Sud,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 4° promotion du territoire par les communes, les stations de ski et les offices chargés de la promotion touristique »,

Décide :

Article 1-

Monsieur FAUROUX Frédéric, réalisateur et directeur de PARACHUTE PRODUCTION, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel et à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à réaliser un reportage valorisant les quelques unes des richesses naturelles ou culturelles les plus emblématiques du territoire de Menton à Tende, pour le magazine « WorldOnBoard » diffusé par Air France Channel.

Article 2 :

Cette autorisation est accordée les dates du vendredi 14 au samedi 15 septembre 2018, sur le site des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe (Tende, 06).

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre notamment, la poursuite de toute espèce animale est interdite.

3.2. A condition d'être accompagné d'un professionnel de la montagne ayant obtenu l'agrément Merveilles, le bénéficiaire est autorisé à circuler à pieds en-dehors des itinéraires ouverts à la circulation du public dans la zone des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

3.3. Le bénéficiaire est tenu de ne pas utiliser de support (type trépied) équipé d'embouts ferrés, sauf à ce que ces derniers soient neutralisés par des protections adaptées.

3.4. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel, hors éclairage portatif individuel autonome.

3.5. Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du parc national.

A ce titre, le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire à l'interdiction de survol à moins de 1000 mètres du sol d'un aéronef motorisé, y compris aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

Article 5 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du tournage.

A ce titre notamment, le présente ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur sur les pistes d'accès à la zone réglementée des Merveilles et de Fontanalbe.

Le cas échéant, le bénéficiaire prendra l'attache des prestataires dûment autorisés pour accéder au site en véhicule terrestre motorisé.

Article 6 :

6.1. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer dans son reportage, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur ».

6.2. Dans un délai de 2 mois à compter de l'échéance de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie du documentaire ou un lien Internet lui permettant de visionner le reportage sans limite de durée de validité.

6.3. Le bénéficiaire autorise le Parc national du Mercantour à publier le cas échéant, le lien électronique du documentaire sur son site Internet.

6.4. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que le reportage énoncé dans leur demande. La cession à un tiers n'est pas davantage autorisée par la présente.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 21 août 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER